Déclaration interne — Section Printemps écologique d’OVH

Actionnariat salarié : les salarié(es) ne doivent pas être la variable de la stratégie financière d’OVHcloud

En novembre 2026, cela fera cinq ans que les salarié(es) d’OVH ont participé à l’introduction en bourse de l’entreprise. Pour beaucoup, le déblocage des sommes investies approche. Un moment important, qui devrait permettre à chacun et chacune de mesurer concrètement les fruits de son engagement dans l’entreprise.

C’est donc avec une profonde incompréhension que nous avons appris la répétition d’un scénario déjà observé en décembre 2025 : après la cession de 3,6 millions d’actions OVHcloud par Deep Code SAS, ce sont cette fois 4,65 millions d’actions qui font l’objet d’une opération avec UBS, via un mécanisme de *collar*. L’objectif affiché serait d’augmenter le flottant. Soit. Mais à quel prix pour la confiance des salarié(es) ?

Le calendrier de cette opération envoie un signal particulièrement désastreux.

À l’approche de cette échéance importante pour les salarié(es) actionnaires, tout donne l’impression que leur engagement et leurs intérêts passent au second plan. Comment leur demander de croire au projet d’entreprise et de continuer à investir dans son avenir si la direction ne leur donne pas de perspective claire quant à leur place dans son actionnariat ?

Lors des dernières négociations annuelles obligatoires (NAO), nous avions proposé la mise en place d’un dispositif d’attribution gratuite d’actions (AGA) au bénéfice des salarié(es) du groupe.

Le 23 septembre 2026, nous avons formellement demandé à la direction d’ouvrir une négociation spécifique sur ce sujet. La direction nous a finalement répondu le 28 octobre : **elle ne donnera pas suite à notre demande cette année.**

Les motifs avancés ? Un calendrier de négociations déjà chargé pour l’exercice FY27 et la proximité des prochaines élections professionnelles. Selon la direction, une négociation de cette ampleur ne pourrait pas être menée dans de bonnes conditions avant le renouvellement des instances représentatives du personnel.

La direction précise toutefois qu’il ne s’agit pas d’un refus de principe. Elle s’engage à réexaminer notre demande après l’installation des nouvelles instances et indique que l’intention du Conseil d’administration sera sondée en parallèle.

Nous prenons acte de cette réponse, mais regrettons ce nouveau report. Le calendrier social ne doit pas repousser indéfiniment le partage de la valeur. Si le dispositif ESP permet d’investir son intéressement dans l’actionnariat salarié avec abondement, il ne répond pas à notre demande d’attribution gratuite d’actions.

Nous maintenons donc notre demande d’ouverture d’une négociation dès que possible. Nous attendons désormais des engagements concrets.

Les salarié(es) créent chaque jour la valeur d’OVHcloud. Il est temps de la partager.